



La crise financière et ses retombées (3) : Les budgets d'aide seront-ils victimes de la crise du crédit ?

par Andrew Mold, Dilan Ölcer et Annalisa Prizzon

- ◆ Le montant total de l'aide pourrait finalement ne pas diminuer, mais les pays les plus pauvres et les plus vulnérables risquent d'être oubliés lors de l'attribution d'une grande partie des nouvelles ressources.
- ◆ Les bailleurs de fonds bilatéraux doivent donc maintenir leurs engagements envers les pays à faible niveau de revenu, notamment en plaçant l'aide programmable par pays à l'abri des coupes budgétaires.
- ◆ La crise financière doit donner un nouvel élan aux efforts faits par les États pour renforcer l'efficacité de l'aide.

L'aide internationale menacée ?

Au cours des derniers mois, dans un effort coordonné visant à redresser le système financier mondial, les gouvernements des pays membres de l'OCDE se sont engagés à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars sous la forme d'emprunts, de garanties, d'injections de capital et d'autres types d'assistance. En comparaison, les flux annuels de l'aide, qui s'élèvent actuellement à près de 100 milliards de dollars, ne sont « qu'une goutte dans l'océan », comme l'a déclaré Robert Zoellick, président de la Banque mondiale.

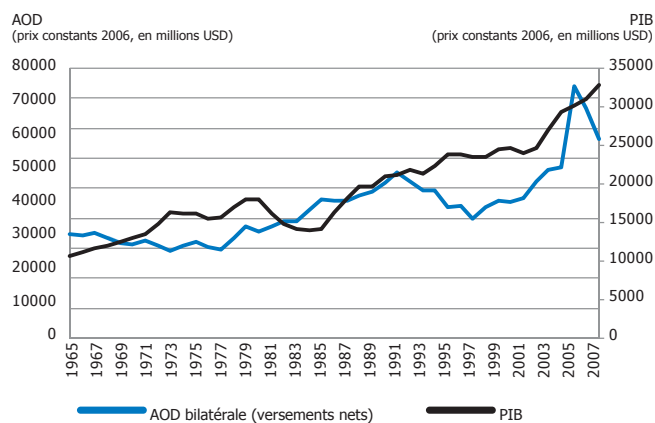
Pourtant, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de l'impact de la crise financière mondiale sur les budgets de l'aide. David Roodman a déclaré qu'à la suite de la crise financière, même les budgets existants étaient en danger¹. Il illustre son propos par des exemples particuliers (la Finlande, le Japon, la Norvège et la Suède) de baisse brutale durant de précédentes crises financières. Il semble en effet que les budgets de l'aide soient affectés lors de sévères contractions généralisées de l'économie. En Finlande, par exemple, durant la crise bancaire de 1990-93, le PIB a chuté de près de 11 pour cent et l'aide au développement de près de 60 pour cent.

Assisterons-nous à un tel phénomène ? À cet égard, l'équilibre fiscal est un facteur déterminant. Toutes choses étant égales par ailleurs, on peut prévoir que les États qui présentent d'importants déficits seront plus enclins à réduire l'aide qu'ils accordent. À travers leur action massive de redressement du système bancaire et de crédit, les gouvernements se sont engagés sur des sommes gigantesques. Il ne fait aucun doute

qu'ils seront conduits à faire des choix difficiles en matière fiscale au cours de l'année à venir.

Néanmoins, lorsqu'on analyse l'impact des cycles économiques passés sur le volume de l'assistance, on constate qu'une relation ambiguë prévaut entre la croissance économique des bailleurs de fonds et les flux d'aide qui en résultent. Si, sur de longues périodes, le PIB et les flux d'aide ont tendance à évoluer en parallèle, dans certains cas, les versements sont « découplés » de la croissance économique des pays membres de l'OCDE (Figure 1). La fin de la guerre froide, notamment, a coïncidé avec une forte réduction de l'appui aux pays en développement durant près de huit ans, alors que les gouvernements des bailleurs de fonds réévaluaient la priorité qu'il convenait d'accorder à l'aide internationale.

Figure 1. AOD bilatérale et PIB – Pays membres du CAD



Source : OECD.Stat (2008) et Banque mondiale (2008), *World Development Indicators* en ligne.

1. http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2008/10/history_says_financial_crisis.php

En d'autres termes, tant que la raison d'être de l'aide n'est pas remise en question, ses flux tendent à résister assez bien à de légères récessions. Ce n'est que dans le cas d'une profonde dépression qu'ils sont gravement menacés. Si l'année 2009 se caractérise par un ralentissement de la croissance ou une légère récession, compte tenu des engagements importants pris à Monterey et Gleneagles, le montant global de l'aide ne devrait finalement pas baisser.

Plaidoyer en faveur des pays pauvres

Le scénario le plus probable est cependant celui d'une augmentation notable de la part des contributions multilatérales dans la composition des flux de ressources, dans la mesure ou davantage de fonds transitent par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. De ce fait, une grande partie des nouvelles ressources risquent d'être détournées des pays les plus pauvres et les plus vulnérables, au profit quasiment exclusif des marchés émergents et des pays à niveau de revenu moyen, dans le but de limiter les risques systémiques. Pourtant, nombre des pays les plus

pauvres restent vulnérables dans le contexte de la crise actuelle. Les bailleurs de fonds bilatéraux sont donc confrontés à un défi majeur, qui consiste à maintenir leurs engagements en faveur des pays à faible niveau de revenu, en particulier en s'assurant que l'aide programmable par pays n'est pas réduite.

Enfin, la crise financière devrait donner un nouvel élan aux efforts faits par les États pour renforcer l'efficacité de l'aide, en vertu de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. Même dans l'éventualité d'une stagnation des budgets, il pourrait s'avérer payant pour les bailleurs de fonds de réagir d'une manière favorable aux pauvres. En effet, de fortes contraintes budgétaires peuvent favoriser la lutte contre l'inefficacité, qui est devenue inhérente au système international d'aide. Des portions importantes des budgets d'assistance ont crû énormément au cours de dix à vingt dernières années – particulièrement la coopération technique. Pourtant, la raison d'être d'une telle augmentation de ces dépenses est discutable en termes d'efficacité de l'aide. Aujourd'hui, plus que jamais, les responsables politiques doivent protéger les volumes d'aide et arbitrer leur allocation en faveur des pays pauvres.